



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8307>

Malgré un siècle de nettoyage ethnique, d'occupation,
de colonisation et d'apartheid par Israël

Encore et toujours, le peuple palestinien refuse de disparaître

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 02.2017 - Journal des Alternatives. Vol.8 - No.06, juin 2017 -

Date de mise en ligne : jeudi 1er juin 2017



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

L'année 2017 cumule les commémorations dramatiques pour le peuple palestinien. De la Déclaration Balfour en 1917 jusqu'au 69e rappel aujourd'hui de la Nakba (catastrophe en arabe) liée à la création de l'État d'Israël en 1947-1948, en passant par le 50e de la guerre des Six jours en 1967, Israël poursuit son implacable projet d'appropriation de la totalité du territoire de la Palestine historique. Un devoir de mémoire s'impose pour en comprendre les origines et soutenir le travail de solidarité envers le peuple palestinien. Il nous incombe aussi de nous opposer avec détermination et constance à l'appui continu du Canada envers le colonialisme israélienne depuis ses débuts, tant politique et militaire qu'économique.

1917-2017 Centième « anniversaire » de la Déclaration Balfour, là où tout a commencé.

Dès 1917, les vainqueurs de la Première guerre mondiale ont semé les germes de la catastrophe permanente vécue encore aujourd'hui par le peuple palestinien. En effet, après le démantèlement de l'empire ottoman et le partage du butin de guerre, l'Angleterre, qui a « hérité » de la Palestine accepte la création d'un foyer national juif en Palestine...dans le respect des droits des populations locales. C'est la Déclaration Balfour dont on peut affirmer qu'elle est à l'origine de la création d'Israël. Cet engagement contredit la promesse, faite par Londres aux Arabes, de la création d'un État indépendant dans le cadre des accords Sykes-Picot.

Il n'y aura jamais de « respect des populations locales ». Au contraire, les Palestiniens se verront progressivement dépossédés et chassés de leurs terres. Les sionistes veulent les terres...sans les Palestiniens, une position politique qui annonce déjà le nettoyage ethnique systématique à venir. Ils veulent « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Mais comme il y a déjà des habitants sur cette terre de Palestine, la seule solution sera de s'en débarrasser par tous les moyens.

1947- 2017 Nakba ... la catastrophe du nettoyage ethnique.

Les vainqueurs de la 2e guerre mondiale, qui contrôlent l'ONU et son Conseil de sécurité, entérinent le 29 novembre 1947 la séparation de la Palestine historique en deux États, l'un arabe et l'autre juif de même que la création d'une zone internationale pour Jérusalem et les Lieux saints. On accorde aux Juifs 56 % du territoire alors qu'ils ne possèdent que 6 % des terres et ne représentent que moins du tiers de la population. Cette partition injuste suscite immédiatement des manifestations de résistance de la part des Palestiniens vite réprimés brutalement par les groupes paramilitaires sionistes, Irgoun, Stern et Haganah

« Le 1er avril 1948 le Conseil de sécurité des Nations Unies convoque l'Assemblée pour débattre du plan de tutelle et vote la proposition américaine d'une trêve, à négocier entre l'Agence Juive qui préside aux destinées du Mouvement sioniste et le Haut Comité Arabe. Cette proposition est acceptée par les Palestiniens. Mais la Haganah, qui a appelée à la mobilisation générale dès le 6 mars, lance le 4 avril 1948 le Plan Dalet, du nom de code de la stratégie de conquête du pays élaboré par l'état-major de la Haganah.»

Il s'agit d'un plan pour terroriser la population et d'une véritable entreprise de destruction de la société palestinienne : 531 villages seront rasés de même que 11 villes et municipalités ; environ 4 milliards \$ en dollars américains (valeur d'aujourd'hui) seront confisqués quand les sionistes s'empareront des banques palestiniennes ; surtout, des massacres « célèbres » seront utilisés pour faire fuir les populations avoisinantes : celui d'Haïfa en décembre 1947 où les soldats lancent des barils remplis d'explosifs sur les maisons et mitraillent les habitants qui tentent de s'échapper ; celui de Deir Yassin en avril 1948 où les troupes ont arrosé les maisons à la mitrailleuse et achevé le travail en exécutant de sang-froid les survivant.e.s : hommes, femmes, enfants et bébés. Ce ne sont que quelques exemples des violences imposées aux Palestiniens. Ceux-ci résistent mais (...) *Au terme de treize offensives de conquêtes juives, dont huit décisives menées sur le territoire dévolu à l'État palestinien, elle se solde par la défaite des Palestiniens.*

Les sionistes en profitent pour s'appropriier encore davantage de terres palestiniennes bien au-delà du plan de partage prévu par l'ONU. En fait, Israël agrandit son territoire d'un tiers et s'engage dans un processus systématique de nettoyage ethnique. Plus de 800,000 Palestiniens seront expulsés de leurs villages, terres et maisons ; ils partiront, clés en mains, croyant pouvoir revenir chez eux, rapidement. C'est dans ce contexte que Ben Gourion, le « père fondateur » proclame unilatéralement « l'indépendance d'Israël », le 14 mai 1948.

Les États arabes tenteront en vain de reconquérir le territoire palestinien qu'Israël s'est illégalement approprié. La politique israélienne des « faits accomplis » est là pour rester. Et le 25 mai 1950 la France, l'Angleterre et les États-Unis reconnaissent officiellement Israël et ses conquêtes illégales de 1948-1949...à l'encontre du plan de partage adopté -par eux-mêmes- en 1947 !

(...) L'adoption par une courte majorité, le 29 novembre 1947, du plan de partage de la Palestine est un exemple unique, non seulement en termes de manipulation et de pressions, mais aussi d'irresponsabilité politique de la part des Nations Unies. Croyait-on vraiment -du moins ceux qui savaient où se trouvait la Palestine- que les dirigeants sionistes allaient accepter un État « juif » avec près de 45% de citoyens arabes ? Ignoraient-ils que l'assentiment verbal de Ben Gourion impliquait nécessairement une guerre d'épuration ethnique afin de garantir le caractère démographiquement juif du Nouvel État ?

Israël accepte « pour la forme » l'importante résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies, votée le 11 décembre 1948, laquelle reconnaît aux réfugiés palestiniens le droit de retour dans leurs foyers ou l'accès à des compensations et réparations. C'était une condition posée par l'Assemblée générale pour que l'État d'Israël soit accepté au sein de l'ONU. Israël refuse d'appliquer cette résolution et continue toujours de refuser. Cette politique d'ailleurs n'a pas beaucoup préoccupé les dirigeants israéliens, imbus de leur « bon droit ». Les réfugiés trouveront leur place dans la diaspora. Grâce à la sélection naturelle, certains résisteront, d'autres, non (...) La majorité deviendra un rebut du genre humain et se fondra dans les couches les plus pauvres du monde arabe. Ce mépris et ce racisme perdurent et contribuent à alimenter le conflit.

Hannah Arendt, philosophe juive allemande, avait d'ailleurs rappelé dans son oeuvre sur les origines du totalitarisme que (...) *comme pratiquement tous les autres événements de notre siècle, cette solution de la question juive n'avait réussi qu'à produire une nouvelle catégorie de réfugiés, les Arabes, accroissant ainsi le nombre des apatrides et des sans-droits.* Le nombre de réfugiés palestiniens ne cessera de croître au point de constituer aujourd'hui, avec plus de 6 millions de personnes, la plus importante population de réfugiés au monde.

1967- 2017 50 ans après la guerre éclair des six jours, Israël occupe toujours la totalité de la Palestine.

De 1947 à 1967 Israël ne cessera d'être dans un état de guerre permanent tant contre les Palestiniens que contre les États voisins : Égypte, Syrie, Jordanie. Cette situation culminera par la « guerre préventive » enclenchée par Israël qui durera du 5 au 11 juin 1967 et qui se soldera par une occupation de la bande de Gaza, du Sinaï égyptien, du Golan syrien, de la Cisjordanie et de Jérusalem-est. L'ONU vote en novembre 1968 la résolution 242 exigeant d'Israël le retrait de tous les territoires occupés. Cette résolution non plus n'est toujours pas appliquée !

Pour les Palestiniens cela signifie non seulement l'occupation permanente et totale de ce qu'il leur reste de territoire mais une intensification et une accélération de la colonisation illégale. Et il n'y a plus de contiguïté territoriale entre Gaza et la Cisjordanie, détruisant ainsi progressivement les liens familiaux, sociaux, culturels, économiques au sein du même peuple palestinien. Le territoire palestinien est transformé en bantoustans semblables à ceux existant dans l'Afrique du Sud sous apartheid.

Mai 2017 La Nakba est devenue permanente

Encore et toujours, le peuple palestinien refuse de disparaître

Cette « catastrophe » perpétuée par Israël continue de se vivre au jour le jour à travers les processus systématiques d'expulsions, de démolitions de maisons, d'interdictions innombrables qui rendent le quotidien invivable ; à travers les agressions meurtrières de l'armée israéliennes à Gaza et à travers :

LA PERSISTANCE DE L'OCCUPATION. Il s'agit de la plus longue occupation de l'histoire contemporaine.

LA COLONISATION CONTINUE ET SYSTÉMATIQUE de la Cisjordanie et de Jérusalem-est et dont le dernier exemple est l'adoption, par la Knessett, le 6 février 2017, d'une loi qui légalise et blanchit rétrospectivement l'expropriation illégale de centaines d'hectares de terres palestiniennes privées.

LE MAINTIEN DU BLOCUS DE GAZA depuis 10 ans, et dont la population subit les agressions militaires israéliennes sans interruption depuis 2008, a causé des milliers de morts et de blessé.e.s graves dans la population civile. La destruction des infrastructures nécessaires à toute vie en société permet de qualifier l'action des dirigeants israéliens de « sociocide » planifié.

LE MAINTIEN DU MUR DE SÉPARATION dont la Cour internationale de justice réclame le démantèlement depuis 2004

LA PRATIQUE DE POLITIQUES D'APARTHEID qui reposent sur les trois mêmes piliers que ceux de l'apartheid sud-africain :

Droits différents pour des populations différentes ;

Accès discriminatoire à la terre et séparation dans des zones géographiques différentes

Contrôle total de la population et répression militaire

L'EMPRISONNEMENT ET LES MAUVAIS TRAITEMENTS de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants dans les geôles israéliennes. Depuis 1967, plus de 850,000 Palestiniens.ne.s ont été emprisonnés par les autorités israéliennes. Presque toutes les familles palestiniennes ont des membres qui ont subi des peines d'emprisonnement. Aujourd'hui, ils sont 7000 prisonniers, parmi lesquels des centaines d'enfants, dont le seul « crime » est de résister à l'occupation et la colonisation de leur peuple.

Depuis cent ans, cette situation se maintient entre autres grâce à la complicité active de la communauté internationale avec Israël -en particulier des pays occidentaux-, à la lâcheté et au racisme des élites politiques et économiques qui continuent d'entériner le nettoyage ethnique de la Palestine, et à l'inertie de l'ONU incapable de faire respecter le droit international pourtant limpide en ce qui concerne les droits individuels et collectifs du peuple palestinien.

Le Canada a été un acteur important dans la partition de la Palestine, prenant fait et cause pour Israël et abandonnant les justes revendications des Palestiniens.ne.s. Le Canada n'a pas changé sa politique d'un iota, peu importe le parti au pouvoir, face aux innombrables et systématiques violations du droit international par Israël.

La Coalition BDS Québec exige que le Canada somme Israël de respecter le droit international et les droits fondamentaux du peuple palestinien. Il doit aussi imposer un embargo sur toute exportation militaire directe ou indirecte en appui à Israël et son système d'apartheid imposé sur les territoires occupés de la Palestine. Le Gouvernement Trudeau doit mettre fin à la politique du Gouvernement Harper qu'il continue de suivre à la lettre.

Le peuple palestinien refuse de disparaître. Les 100 ans d'oppression imposée ne cessent de donner naissance à une résistance déterminée dont les formes et les moyens varient et se renouvellent selon les époques et les enjeux : manifestations, soulèvements, grèves, intifada des pierres, luttes armées, travail diplomatique et représentation politique à l'ONU, colloques internationaux, campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanctions

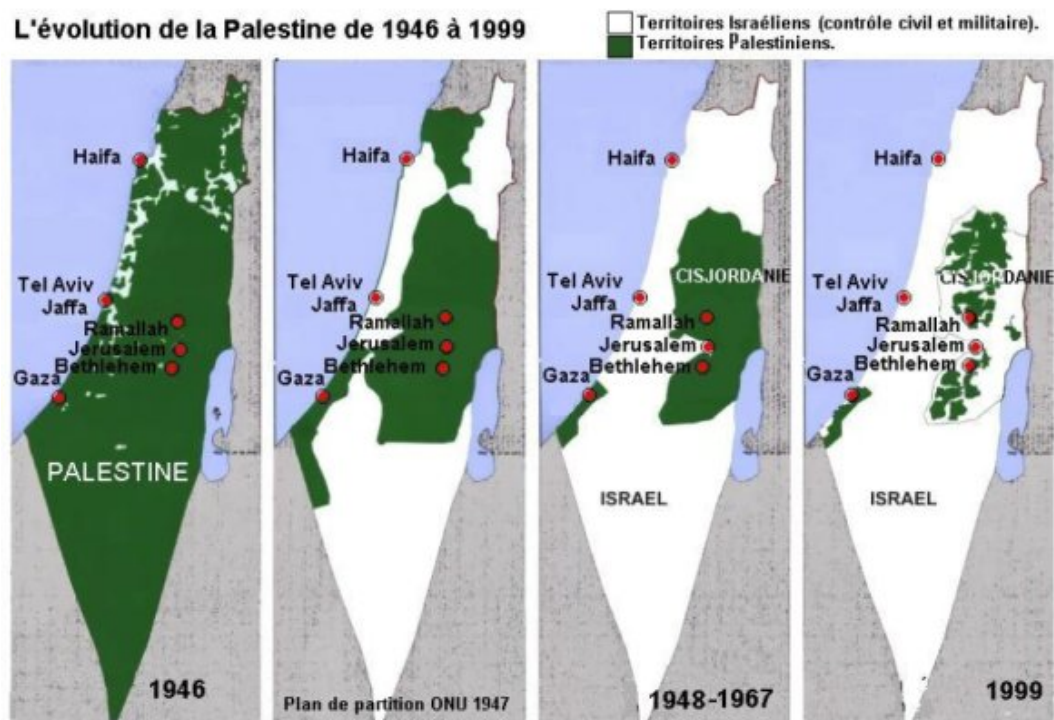
Encore et toujours, le peuple palestinien refuse de disparaître

contre Israël, grèves de la faim, etc.

Au cœur de cette résistance, les Palestiniens font appel à la solidarité de la société civile, aux citoyens de conscience qui, partout à travers le monde, souhaitent non seulement les accompagner dans leur lutte de libération mais en faire leur propre lutte, car il en va de leur propre libération.

Nous savons que le combat des Palestiniens constitue l'enjeu majeur de nos générations au plan politique. Car leur combat appelle une nouvelle configuration du monde basé sur la liberté et la justice pour toutes et tous, et sur la coexistence pacifique entre les peuples. À nous de relever le défi.

LA CARTE DE LA DÉPOSSESSION ET DE LA DISPARITION D'UN PEUPLE



Post-scriptum :

Le Comité de coordination de la Coalition BDS-Québec

Sabine Friesinger, John Philpot, Zahia El-Masri, Dror Warschawski, Lorraine Guay, Bruce Katz